

Rue89 Strasbourg



Les petites trésoreries du Bas-Rhin menacées de disparition

Le gouvernement veut supprimer de nombreux services des impôts dans les petites et moyennes villes. Les syndicats s'inquiètent pour l'accueil du public et les conditions de travail des agents. Ils appellent à la mobilisation lundi 16 septembre.

Par Déborah Liss | publié le 13/09/2019 à 06h00 | imprimé le 13/09/2019 à 13h10

461 VISITES 15 COMMENTAIRES

Dès 2020 ou 2021, les habitants d'Erstein devront aller jusqu'à Sélestat pour voir un conseiller à propos de leurs impôts sur le revenu. Pour régler des paiements communaux, comme la cantine scolaire, les interlocuteurs des Ersteinois seront désormais à Strasbourg ou Molsheim.

C'est la conséquence d'un plan gouvernemental qui prévoit la suppression de 22 trésoreries du Bas-Rhin. Six Services des Impôts aux Particuliers (SIP) seront supprimés et leurs zones de compétence réparties entre Strasbourg, Saverne, Sélestat et Wissembourg. Tout ceci d'ici 2022.

L'intersyndicale des agents des finances publiques (Solidaires Finances Publiques 67, FO DGFIP, CFDT Finances Alsace, CGT Finances publiques 67 et CFTC) se mobilise contre ce projet lundi 16 septembre avec une grève et une manifestation.

Supprimer les antennes locales et créer de grands pôles

Aujourd'hui, les trésoreries de Barr, Bischwiller, Soultz, Truchtersheim et d'une vingtaine d'autres communes permettent aux habitants de payer la cantine de l'école, leur facture d'eau ou de demander un délai de paiement.

Ces établissements conseillent aussi les collectivités locales, notamment pour la définition de leur budget communal ou pour le paiement de leurs agents. Pour remplacer plusieurs dizaines d'établissements, le gouvernement a prévu la création de 3 services de gestion comptable (SCG) à Haguenau, Strasbourg et Molsheim.

Pour les Schilikois, aller à Saverne ou Haguenau ?

Face à ce projet basé sur le traitement numérique de dossiers, José Pereira, du syndicat FO DGFIP (Force Ouvrière – Direction Générale des Finances Publiques) dénonce l'allongement des distances pour les usagers ayant besoin d'une aide personnalisée.

Un particulier d'Illkirch-Graffenstaden dépendra bientôt de Sélestat pour toute question relative à une dépense communale ou à ses impôts. Un particulier de Bischheim, dépendant aujourd'hui de Schiltigheim, devra faire 35 km jusqu'à Haguenau pour une question de facture d'eau... Aussi, avec la fermeture des services de Sarre-Union, les habitants de l'Alsace bossue seront contraints de se rendre à Saverne, à 35 kilomètres.

Pour les syndicats, ce plan gouvernemental « pénalise les administrés les plus fragilisés, comme les personnes âgées ou les personnes ne maîtrisant pas internet. »

Les salariés du SIP du 35 Avenue des Vosges à Strasbourg affichent leur mécontentement aux fenêtres (Photo DL/Rue 89 Strasbourg/cc)

184 postes concernés et 40 suppressions de postes par an

Christine Helstroffer, du syndicat Solidaires Finances Publiques, estime que « 184 personnes seront directement concernées par la fermeture de leur poste. » Les agents s'inquiètent de cette « mobilité forcée », indique José Pereira : « Certains devront aller travailler à plus de 40 km de chez eux... »

Françoise Coulongeat, directrice départementale des finances publiques, se veut rassurante :

« Il y a des possibilités de télétravail ou de reconversion sur le lieu de travail, notamment dans des nouvelles maisons de services publics, redéployées sur les territoires. »

Mais les agents et syndicats craignent surtout les 40 suppressions de postes par an jusqu'en 2022, dont la répartition n'est pas encore connue. Les responsables syndicaux dénoncent une logique de suppression de postes « qui s'est accentuée ces quinze dernières années et provoque une dégradation des conditions de travail des agents. » Depuis 2009, le nombre d'emplois dans la DGFIP du Bas-Rhin est passé de 1 800 à 1 400, avec un rythme de 30 à 40 suppressions par an.

Des services déjà surchargés

Dans la majorité des trésoreries, les horaires d'accueil ont déjà été réduits à des demi-journées, ou à quelques jours dans la semaine. Selon Christine Helstroffer et José Pereira, les employés et les administrés subissent déjà un manque de moyens :

« Les agents travaillent dans l'urgence. On leur dit qu'une demi-heure au téléphone, c'est déjà trop... Ils ont du mal avec ces consignes, car ces agents veulent offrir un service de qualité au public. »

Les syndicalistes déplorent que le nouveau projet remplace des structures très implantées localement par « du travail de masse ». Ils dénoncent une tendance globale de retrait du service public au profit d'une marchandisation des services : « C'est ce qui s'est passé avec la carte grise en 2017, dont le « marché des démarches » a été investi par des sociétés privées. », regrette Christine Helstroffer.

Les syndicats craignent que l'accueil physique soit sacrifié au profit des démarches en ligne (Photo wikimedia commons)

Moins d'agents, mais plus de proximité ?

La directrice départementale des Finances publiques assure que l'accueil sera « le même qu'aujourd'hui, grâce aux Maisons de service public ». Ces points d'accueil multi-administrations créés dans les mairies devraient aussi permettre d'accompagner les usagers pour les formalités via Internet, ou prendre un rendez-vous avec un agent de la

DGFIP (Direction Générale des Finances Publiques). Selon elle, ces points d'accueils et Maisons de service public garantiront un « service complet » :

« Des agents d'accueil polyvalents seront capables de répondre à 85% des besoins des usagers, qui pourront faire toutes leurs démarches en ligne à partir de ces « maisons ». Pour les 15% restants, les agents organiseront un contact avec un conseiller, soit par téléphone, soit en visioconférence, soit en présentiel, avec un rendez-vous pris en ligne. »

Buralistes à la rescousse?

Pour les paiements en liquide jusqu'à 300 euros, des buralistes ont été associés au projet gouvernemental :

« Si les services de Schiltigheim seront bien fermés, le projet prévoit de mettre en place 3 points de paiement chez les buralistes associés à la Française des jeux, à Bischheim, Hoenheim et Schiltigheim. La confidentialité sera garantie puisque les buralistes ne connaîtront pas la nature de l'encaissement. »

Une disposition qui ne serait que de « la poudre aux yeux » d'après Christine Helstroffer :

« Ces Maisons ne remplaceront en aucun cas les centres de Finances publiques, puisqu'elles ne seront pas dotées de techniciens des impôts. La direction départementale a indiqué que des agents de la DGFIP pourraient y faire des permanences. Mais avec la charge de travail qu'ils ont déjà sur les épaules, on se demande bien comment ils pourraient aller passer une demi-journée dans les villes et villages. »

Les syndicats Solidaires, FO, CFDT, CGT et CFTC demandent donc le retrait du projet au nom de « la défense du service public et la défense des agents ». Ils appellent à manifester lundi à 10h, au départ de la Place de la République.

Y ALLER

Manifestation des agents des finances publiques. Lundi 16 septembre à 10h, départ Place de la République à Strasbourg

15 COMMENTAIRES POSTÉS EN LIGNE